



# CRAYONS ROUGES

PARUTION BIMESTRIELLE

JOURNAL ÉDUCATION DE LA REVUE *CAHIERS COMMUNISTES*

## RENTRÉE 2019 : BLANQUER A PERDU LA « CONFIANCE ». LES LUTTES GAGNENT EN CONFIANCE.

La rentrée s'effectue dans la continuité du mouvement de lutte 2018/2019 d'une ampleur inédite depuis 15 ans. Blanquer a perdu toute confiance (mot qui lui est pourtant cher...) par ses pratiques autoritaires et ses « fakes news » répétées. Les réformes du « meilleur élève » de Macron ne passent pas chez les enseignants du primaire et du secondaire, les lycéens ou les parents. Le défi, dès la rentrée, est de faire coïncider les luttes pour une riposte globale au projet de détricotage de tout le service public éducatif.

**En deux ans, le ministre s'est complètement démasqué !** Déstabilisation du fonctionnement du lycée, réduction du bac à un diplôme local, coupe dans les moyens de l'enseignement pro, aggravation de la sélection à l'université, sortie de la formation des enseignants de leur temps de travail, création des établissements publics/privés « d'élite » ... Une série d'attaques très cohérente pour affaiblir le service public, réduire les dépenses et faire la part belle au patronat et au privé.

**L'année passée, les mouvements des lycéens, des enseignants du primaire, puis du secondaire se sont renforcés. Blanquer commence à être désarçonné.** En novembre/décembre, les lycéens se sont fortement mobilisés. Au printemps, les enseignants du primaire se sont massivement mis en grève (jusqu'à 70% sur Paris), notamment pour refuser la création des Etablissements Publics des Savoirs Fondamentaux (EPSF - fusion écoles-collèges). Le secondaire a embayé à partir de mai contre la « réforme » du lycée et la casse programmée du bac.

**Pour la première fois depuis l'avènement de Macron, un mouvement de lutte a réussi à faire douter et même à faire reculer le pouvoir.** Face aux lycéens, le duo Blanquer/Castaner a répondu par une répression inouïe symbolisée par l'intervention policière de Mantes-la-Jolie. Cela a laissé des traces. Face aux personnels du secondaire et à leur action symbolique au moment du bac, Blanquer a dévoilé aux yeux de l'opinion son projet de dévalorisation du diplôme. Face aux personnels du primaire, il a dû reculer sur une mesure importante : la mise des écoles sous la tutelle des collèges.

Ces expériences appellent à une riposte coordonnée, possible, dès la rentrée, face à un projet global de plus en plus identifié. EPSF : Blanquer s'apprête à remettre le couvert (voir page 4). La fermeture de nombreuses classes ou écoles va encore éloigner le service public de la population. Immanquablement, la rentrée souffrira du manque croissant d'enseignants, des effectifs alourdis par classe et de la dégradation des conditions d'apprentissage et de travail. Les dégâts de la réforme du lycée, en vue de la fin du bac en 2020, vont éclater.

**En cette rentrée, et comme à son habitude, Blanquer tente de noyer ces questions derrière un plan com' préparé.** L'annonce de la revalorisation des traitements est destinée à faire croire que le ministre entend les enseignants sur les revendications salariales. L'augmentation sera en réalité inférieure à 20€ net par mois. Une misère qui ne résoudra en rien la problématique des faibles salaires dans l'éducation. Autre plan com' du ministre : le lancement d'un grand plan écolo pour l'éducation. L'art et la manière de cacher derrière un coup de peinture verte les vraies questions qui fâchent !

**Le gouvernement Macron/Philippe est également profondément contesté sur la question de l'hôpital public. Les parallèles et convergences avec l'éducation sont évidents.** Le pouvoir marche aussi sur des œufs dans son plan de casse du système de retraite. La réforme annoncée va peser très lourd sur les pensions des futurs retraités, en particulier dans l'éducation (changement de la méthode de calcul de la pension, remise en cause des réversions, etc.).

Communistes, nous serons, dès la rentrée, de toutes les luttes pour dénoncer et pour mobiliser, sur la base de ces conditions de convergence de lutte manifestes. **La défense du pilier que représente toujours le baccalauréat, diplôme national ouvrant l'accès aux études supérieures, peut et doit être un point de mire.**

**L'année scolaire dernière a montré que la lutte paye ! C'est par le rapport de force que nous pourrons mettre en échec Blanquer et défendre le service public d'éducation !**

# PAR LA LUTTE, METTONS EN ÉCHEC LA DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**Les contre-réformes de la voie professionnelle et de l'apprentissage visent à favoriser l'intrusion du patronat et de la logique marchande dans l'école publique. In fine, leur but est d'entériner la privatisation et la marchandisation de la formation professionnelle.** Blanquer poursuit l'application de la « stratégie de Lisbonne », définie en 2000 par l'Union Européenne, pour marchandiser l'éducation dans chaque pays. Au nom de la quête de « compétitivité », l'UE sert de prétexte et d'instrument aux gouvernements nationaux pour ouvrir tous les domaines potentiellement sources de profit au secteur privé marchand. L'éducation fait partie de ces domaines. Auparavant, conçue comme un lieu permettant aux jeunes d'apprendre dans un objectif d'émancipation, l'école, et en particulier le système de formation professionnelle, est de plus en plus destinée à faire de tous les jeunes des travailleurs exploitables et dociles !

## **CASSE DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC !**

Avec la réforme de la voie professionnelle, l'idée est de regrouper dans une « famille de métiers » les métiers qui présentent des compétences communes et de structurer l'offre de formations sur la base de ces familles de métiers. Par exemple, en seconde la famille « Métiers de la relation client » regroupera tous les métiers en lien avec la vente et le commerce. **Présentées comme une « amélioration de l'orientation des élèves », les familles de métiers réduisent en fait d'un an la spécialisation professionnelle en « créant une seconde de détermination».**

**Après avoir réduit la formation en bac professionnel de 4 à 3 ans (2009), celle-ci est encore raccourcie d'un an, la faisant passer à 2 ans.** Par ailleurs, de 80 actuellement, il ne resterait que 15 familles de métiers. Cette mise en œuvre par familles de métiers sert en réalité à réduire le nombre de diplômes et à supprimer des postes d'enseignants comme d'administratifs (au moins 6000 postes supprimés !). Par conséquent, cela va encore augmenter le remplissage des classes, ce qui est contraire à de bonnes conditions d'études des élèves et de travail pour les professeurs.

**En parallèle, c'est la refonte des programmes de la voie professionnelle avec une réduction des volumes horaires dédiés aux enseignements professionnels et généraux** entraînant la suppression de nombreux sujets d'étude. Exemple édifiant : l'histoire sociale de la classe ouvrière ne sera plus enseignée en CAP ! En bac professionnel, les enseignements de prévention-santé-environnement et d'économie-gestion dispa-

raissent tout simplement ! L'idée de transmettre à tous les jeunes, non plus des savoirs et des connaissances, mais de les former vite avec des compétences réduites pour devenir un travailleur exploitable et docile, prend ici tout son sens !



## **CASSE DES DIPLOMES NATIONAUX REMPLACÉS PAR DES BLOCS DE COMPÉTENCES !**

Aujourd'hui, le CAP, le BEP, le bac pro, le brevet professionnel, le BTS sont des diplômes nationaux reconnus par les conventions collectives (salaires de référence, grilles de classification). Le cadrage national des diplômes garantit l'égalité face aux diplômes.

**La volonté du gouvernement est de casser le plus possible le caractère national des diplômes en les découpant en blocs de compétences et de supprimer les diplômes intermédiaires que sont le BEP et le CAP.**

Cette casse des diplômes est à lier à la casse des conventions collectives par les Ordonnances Macron et la loi El Khomri : former une main d'œuvre adaptable et corvéable pour une employabilité immédiate, à bas prix avec un minimum de garanties collectives. Le découpage des référentiels de diplômes en blocs de compétences constitue une remise en cause du système de certification construit dans une logique d'acquisition complète de connaissances et de compétences. Ainsi, le patronat pourra déroger à loisir aux conventions collectives avec des salariés partiellement qualifiés.

**Défendons le maintien des diplômes professionnels nationaux reconnus par les conventions collectives !**

# PRIVATISATION ET LA MARCHANDISATION AU SEUL PROFIT DU PATRONAT

**ATTAQUE DU STATUT DES FONCTIONNAIRES D'ÉTAT DE L'ÉDUCATION NATIONALE GARANTISSANT LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT ET LA NEUTRALITÉ VIS-À-VIS DU PATRONAT.**

La contre-réforme de la voie professionnelle s'inscrit dans le plan du gouvernement de réduction du nombre d'emplois dans l'Éducation Nationale (fonctionnaires comme contractuels, enseignants comme administratifs) et conduit également à la remise en cause du statut de fonctionnaire des professeurs de lycées professionnels (temps de travail, garanties liées au statut, etc.). **Défendons et exigeons un recrutement massif sous statut dans l'enseignement comme dans l'administration pour améliorer les conditions d'études des élèves et des conditions de travail des personnels.**

## LA FORMATION PROFESSIONNELLE LIVRÉE AU PATRONAT !

Depuis les premières lois de décentralisation (1983), la compétence de la formation professionnelle et de l'apprentissage a été transférée aux régions pour répondre aux exigences de profits du patronat. Avec la contre-réforme sur la formation professionnelle, cette compétence ne sera plus pilotée par les régions mais directement par le patronat. Il est prévu, dès la rentrée 2019, l'ouverture de centres de formation par apprentissage (CFA) par les entreprises, sans accord préalable de la région. Couplée avec la contre-réforme de Blanquer, c'est le développement forcé des unités de formation par apprentissage des entreprises au sein même des lycées professionnels.

Les campus des métiers et des qualifications créés par la loi de « Refondation de l'école » en 2013, en lien avec les régions et les branches professionnelles, se développent un peu partout. Ils forment le cheval de Troie de la casse de la formation professionnelle publique en entraînant la mise en concurrence des lycées avec les centres de formation privés.

Le patronat n'a jamais accepté de se voir retirer, au lendemain de la guerre, la responsabilité de la formation professionnelle. Avec leur série de contre-réformes, les patrons tentent aujourd'hui de forcer le retour en arrière en privatisant la formation professionnelle. Ils veulent sa marchandisation avec des formations « à la carte

», une main d'œuvre partiellement qualifiée répondant aux exigences de profits toujours plus élevés du patronat. Ils veulent aussi, et surtout, étendre le marché capitaliste à tous les domaines qui lui échappent : protection sociale, services publics et en l'occurrence, le service public d'éducation.

## UN CHEF D'ŒUVRE POUR TOUS !



Face à ces attaques, le Parti communiste français est dans la lutte. Le PCF appelle à la construction d'une large mobilisation des enseignants et des agents administratifs, des élèves et des parents d'élèves. Ensemble, nous défendons un service public d'éducation professionnel répondant aux besoins des jeunes du pays et protégeant les conditions de travail et le statut des fonctionnaires servant ce service public !

**Par la lutte, mettons en échec le gouvernement Macron. Exigeons de l'argent pour l'enseignement public professionnel ! Pour que l'Éducation ne soit pas de l'apprentissage des compétences utiles au patronat mais un outil émancipateur pour la jeunesse.**





# FUSION ÉCOLES-COLLÈGES ; BLANQUER TENTE DE REMETTRE LE PROJET SUR LA TABLE

Parmi les nombreuses contre-réformes lancées par Blanquer lors de l'année scolaire dernière, les **Établissements Publics des Savoirs Fondamentaux (EPSF)** ont cristallisé la colère. Ce nouveau type d'établissement prévoyait la fusion entre écoles et collèges placés sous la direction du principal du collège. Cela permettait ainsi au gouvernement de faire d'importantes économies en supprimant les moyens accordés aux directeurs d'école tout en accentuant encore un peu plus la logique managériale dans laquelle est poussée l'éducation nationale avec la création de ces super-principaux. Suite à la forte mobilisation des enseignants et parents d'élèves au printemps dernier, le ministre Blanquer avait finalement été contraint de reculer sur la création des EPSF. Cette victoire obtenue par la lutte n'a pas été du goût du ministre qui remet le sujet sur la table ! Alors qu'une multitude de rapports commandés

par le ministère ne sont jamais publiés, deux rapports rédigés par des inspecteurs généraux et préconisant la fusion école-collège ont été publiés à quelques jours de la rentrée. **En plus de la fusion, ces rapports vont dans le sens de la création d'un corps unique des « enseignants du socle » qui rassemblerait enseignants du primaire et du collège qui pourraient alors travailler aussi bien dans les écoles que dans les collèges.** C'est un moyen évident pour le gouvernement de faire des économies d'échelle afin de supprimer des postes. C'est aussi un projet qui, en niant toute spécificité de l'apprentissage en primaire ou en collège, aggraverait les conditions d'enseignement. **Blanquer semble vouloir s'entêter, mais la lutte des enseignants et parents d'élèves lui montrera une nouvelle fois qu'il est hors de question de créer ces EPSF !**

## « J'INVITE 1 BANQUIER DANS MA CLASSE ». OPÉRATION DE PROPAGANDE PATRONALE

La **Fédération bancaire française, organisation patronale du secteur, organise chaque année une opération nommée « J'invite 1 banquier dans ma classe ».** L'objectif est de faire intervenir un banquier dans les classes de CM1/CM2 pour « sensibiliser les élèves aux questions de l'argent ». Il s'agit en réalité d'une énième opération destinée à faire rentrer la propagande patronale à l'intérieure de l'éducation nationale. **Sous couvert des « jeux pédagogiques » on distille la bonne pensée libérale.** On apprend par exemple aux enfants à gérer un budget serré. Evidemment, les fins de mois difficiles s'expliquent par une mauvaise gestion des familles plus que par des salaires trop bas... **L'opération est accréditée par le ministère, et malheureusement elle est loin d'être la seule de ce type.** Les professeurs de Sciences Economiques et Sociales au lycée sont par exemple incités de façon récurrente et appuyés, y compris par leur hiérarchie, à participer à un stage appelé «

Entretiens Enseignants Entreprises » organisé tous les ans en août juste avant la rentrée. L'opération est organisée par l'Institut De l'Entreprise, vitrine du MEDEF. L'école doit rester un lieu d'émancipation, et non un laboratoire pour la propagande patronale.



---

## CRAYONS ROUGES

### LE JOURNAL ÉDUCATION DE LA REVUE CAHIERS COMMUNISTES

*Crayons rouges* est le journal éducation à publication bimestrielle de la revue *Cahiers Communistes*. L'intégralité du journal est écrit, mis en page et diffusé par les militants communistes. L'objectif est d'apporter une analyse de classe et des perspectives de lutte sur les questions qui touchent le service public d'éducation.

**CONTACTS DE LA REVUE :**

**CAHIERSCOMMUNISTES@ORANGE.FR /// WWW.FACEBOOK.COM/VIVELEPCF /// VIVELEPCF.FR**

**ASSOCIATION CAHIERS COMMUNISTES, 130 RUE CASTAGNARY, PARIS 15E.**